

Mémoire pour la Commission populaire pour l'ACA

Présenté par Sida-Vie Laval

À l'audience de la commission tenue au 1455 boul. pie X à Laval

Le 21 octobre 2015 à 9h00

Sida-Vie Laval est un organisme communautaire dont la mission est d'agir auprès des personnes vivant avec le VIH/Sida et de leurs milieux de vie, afin de favoriser la lutte contre le VIH/Sida et ses répercussions individuelles et sociales.

Pour se faire, nous offrons des services de suivi psychosocial, de l'accompagnement, du support, et de l'aide alimentaire. Nous avons également un centre de jour, des appartements supervisés, des groupes de soutien pour les membres et des activités variées en lien avec les besoins des personnes qui fréquentent notre organisme.

Sida-Vie Laval offre également des services de prévention des ITSS et du VIH à la population lavalloise et à des personnes vulnérables, marginalisées, qui ne sont pas toujours rejointes par le réseau de la santé et des services sociaux, comme les travailleuses du sexe, les utilisateurs de drogues injectables et d'inhalation et les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes.

Notre approche s'inscrit dans le cadre de la réduction des méfaits. Nos interventions sont ajustées en fonction des besoins des individus. Nous fournissons tout le matériel de protection nécessaire afin de réduire les risques pour leur santé en lien avec le mode de vie. Nous développons des liens avec ces personnes, ce qui nous permet d'intervenir en réponse à différentes demandes, dont entre autre de l'information, de l'écoute, de l'accompagnement et des références.

SVL offre également des services professionnels gratuits à des élèves de niveau secondaire, directement en milieu scolaire, sur la prévention des ITSS et du VIH. Ces ateliers viennent pallier le manque d'éducation sexuelle offerte dans les écoles.

Nous soulignons cette année notre vingtième année de services auprès de la population lavalloise. Nous sommes fiers d'avoir pu maintenir nos services et développé une meilleure réponse aux besoins changeants des populations dans un contexte de constant de désengagement de l'État, de coupures multiples ayant comme répercussion d'appauvrir et de marginaliser toujours d'avantage les personnes les plus vulnérables.

1. Sida-Vie Laval a un impact positif important sur le milieu de la recherche scientifique et sociale en lien avec le VIH/Sida par sa collaboration à diverses recherches et concertations.

Nous avons développé avec nos partenaires de nombreux outils pour faciliter la vie des personnes vivant avec le VIH. Nous avons développé des positions visant à améliorer la connaissance et la compréhension de ce virus auprès de la population générale, par exemple, au niveau pharmacologique, de la défense des droits, de la lutte à la discrimination, des campagnes de sensibilisation et d'information sur l'importance des saines habitudes de vie. Grâce à ces efforts concertés, nous pouvons dire que chez certains individus, nous remarquons une amélioration de la qualité de vie. Nos efforts se poursuivent dans le but de mieux connaître les impacts du VIH à tous les niveaux

2. Notre organisme n'a pas reçu d'augmentation de son financement depuis plus de dix ans. Nous avons reçu des indexations au PSOC pour la mission globale. Le financement de la DSP pour le volet prévention n'a pas augmenté contrairement aux besoins observés. Nous devons offrir davantage de services avec le même financement.

Le manque de ressources financières a des conséquences sur le maintien et le développement des services. Il est plus difficile de maintenir une stabilité au niveau des ressources humaines quand les salaires et conditions de travail ne sont pas compétitifs. Le fait de ne pas augmenter ou indexer les salaires a pour conséquences un appauvrissement des travailleurs. Il est difficile pour l'organisme d'offrir des assurances collectives et des fonds de retraite. Nous avons notre premier programme d'assurance collective depuis juin 2015. Il est également possible de remarquer que l'instabilité des ressources humaines peut avoir un impact négatif sur le maintien du lien avec les membres.

4. Les mesures d'austérité ont un impact sur la population en générale, l'ensemble des groupes communautaires, sur notre organisme et sur nos membres. Nous remarquons une plus grande détresse chez les gens qui fréquentent notre organisme. Détresse non seulement psychologique mais à tous les niveaux. Les gens ont dépassé la limite de faire plus avec rien. Par exemple, les coupures au niveau des prestations et de l'accès à l'aide sociale ont eu un impact important sur nos membres. En effet, ces derniers ont davantage de difficultés financières, ce qui amène une difficulté à répondre à leurs besoins de base. Ils doivent bénéficier davantage d'aide au niveau alimentaire, du logement, des produits d'hygiène corporel, vêtements et meubles, aide pour démarches et d'accompagnement. De plus, il nous est possible de remarquer que nos membres vivent davantage avec plusieurs problématiques (ex : dépendance, santé mentale précaire, situation d'itinérance, séropositivité, santé physique difficile et désaffiliation familiale et sociale).

La majorité des travailleurs du communautaire sont des femmes et ces dernières sont les plus touchées par les mesures d'austérité. Elles sont les aidantes naturelles qui épongent le flot de labour engendré par les coupures de services, et ce avec peu ou pas de moyen pour le faire. La situation se détériore encore. On observe une hausse des frais de garde, des coupures de services professionnels dans les écoles, les services privés qui sont très cher, et les parents âgés dont il faut s'occuper.

L'accès au logement est de plus en plus problématique et représente pour plusieurs un pourcentage élevé du budget sans compter le partage de logement obligé pour plusieurs qui n'ont pas d'autre choix.

Au cours des années, la société a marginalisée certaines populations. Ces dernières se sont vues avoir beaucoup plus difficilement accès aux services offerts par les instances gouvernementales. Elles sont devenues des victimes du réseau. Lorsque nous entrons dans la vie de ces personnes, il devient beaucoup plus difficile de défaire cette vision marginale d'eux-mêmes.

5. Dans les prochaines années, nous aurons à crier plus fort pour maintenir en place ce réseau d'organismes communautaires que nous avons bâti à bout de bras et de rêves.

La fin du financement de la prévention est un enjeu important. On sait déjà que chaque dollars investi en prévention en sauve plusieurs en curatif.

Le partenariat avec le réseau dans un contexte de complémentarité est un atout majeur. Ça ne doit pas devenir de la sous-traitance à rabais. Nous devons garder nos valeurs de solidarité d'entraide et de partage, tout en nous faisant respecter par nos interlocuteurs et nos bailleurs de fonds.

Nous devons continuer d'être des lieux d'appartenance pour nos membres. Nous devons continuer de faire de l'éducation populaire et de la défense des droits.

Faire reconnaître notre expertise dans les milieux, influencer les politiques.

Le gouvernement n'a pas l'intention de redonner aux québécois les services coupés durant les mesures d'austérité une fois l'équilibre budgétaire atteint. Il a clairement nommé que les sommes en surplus serviront au paiement de la dette et à la réduction des impôts. Il s'agit donc d'un désengagement de l'État et d'une privatisation des services normalement dévolue à l'État (éducation, santé, services sociaux). Nous devons nous opposer fermement à ces mesures inefficaces qui impliquent une redéfinition du rôle de l'État et un recul des acquis sociaux qui seront difficile à regagner et dont l'acceptation ouvrirait la voix à d'autres coupures permanentes.